L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

S. P. WHEELER & Co. rue de Chartres, No 57, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 10 DECEMBRE 1861.

S. P. WHEELER — E. DUFOUR — F. LIBERT. — C. HARDY — PROPRIETAIRES-PUBLICATEURS.

Nouvelle-Orléans,
MARDI MATIN, 10 DECEMBRE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS par fois six semaines. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par H. Somory, 55 et 57, Vieilles-Levées—Jacques, mousselines, marchandises diverses, &c.

Par C. E. Forstall, au coin des rues Bienville et Clark, chez M. Barthelemy Mayer—Voiture, mulet, cheval, chaudière à bain, commodes de toilette, &c.

Par le Shériff, à 10½ heures A. M., rue Jefferson, No 29, 2me District—Un lot de bijoux, &c.—Argent, à midi, au City Hotel, rue de la Commune—Plusieurs comptoirs, billets, réclamations, &c.

L'affaire Slidell et Mason.

Plusieurs journaux du Nord ont donné, reçu l'arrestation de MM. Slidell et Mason à bord du steamer *Trent*. Parmi les journaux républicains noirs, qui ont pris cette attitude, nous avons déjà cité le *Commercial Advertiser*, de New York, le *Boston Traveler*, l'*Argus and Atlas*, d'Albany, la *Tribune*, de Chicago. Nous trouvons dans le *Messager franco-américain*, journal publié à New York en anglais et en français, un article dans lequel ce journal, après avoir relaté l'effet produit à New York par la nouvelle, examine l'acte du capitaine Wilkes et n'hésite à le condamner comme injustifiable. Nous devons le numéro de *Messager*, dans lequel nous puisons l'article reproduit ci-dessous, à l'obligeance d'un voyageur.

"Il serait difficile de dépeindre l'agitation que l'on remarquait samedi, vers midi, aux abords des journaux les plus importants, sous les voûtes sombres de l'Exchange et dans Wall street.

"C'est qu'aussi la nouvelle que l'on venait de recevoir était bien faite pour émouvoir la population impressionnable de New York.

"Messieurs Slidell et Mason, chargés d'affaires des Etats Confédérés en Angleterre et en France, étaient arrêtés! Un vaisseau de la marine des Etats-Unis avait rencontré, dans le voisinage des îles Bahames, le navire qui emportait les deux ambassadeurs de contrebande en Europe, l'avait abordé, et avait enlevé les deux plénipotentiaires avec leurs secrétaires et tous leurs papiers!

"La publique accueillit d'abord avec incrédulité une aussi étrange dépêche. On croyait à un de ces *canards* familiers à la presse américaine. Cependant, des renseignements nouveaux, des détails circonstanciés arrivaient, et bientôt il n'y eut plus moyen de douter.

"Le premier sentiment, dans tout ce public émotionné à l'excès, a été une joie sans réserves. Nous avons rarement assisté à une pareille explosion de satisfaction populaire: sur tous les visages on voyait l'empreinte de ce profond orgueil national, caractère distinctif de l'Américain. La nouvelle d'une victoire sur le Potomac n'aurait pas causé un pareil effet.

"Quelques-uns, cependant, mais en bien petit nombre, semblaient soucieux, et un instant de réflexion avait dissipé toutes ces éclatantes manifestations de joie folle, pour ne laisser percer que les traces d'une vive préoccupation. Nous sommes de ces derniers.

Nous ne pouvons nous empêcher d'envisager avec une profonde inquiétude les conséquences probables de l'acte de violence du capitaine Wilkes. La vanité nationale des Américains peut être flattée de voir un officier de la marine fédérale infliger une *humiliation*, car c'est ainsi que l'on a qualifié, au pavillon anglais, un acte que ne n'est pas là la question. Ce que l'homme froid, sans passion, sans préjugés, doit examiner, c'est la question à son point de vue pratique.

L'arrestation en pleine mer de MM. Slidell et Mason est elle justifiable au point de vue du droit? Est elle un acte opportun? voilà ce que nous voulons rechercher en peu de mots.

Au droit, le principe absolu, c'est la souveraineté de tout peuple sur toute l'étendue de son territoire. Par une fiction nécessaire et logique, tout navire est censé faire partie du territoire de pays sous le pavillon duquel il navigue. Il faut pour déroger à ce principe un traité ou un contrat. C'est pourquoi il y a des traités d'extradition, des cartels d'échange pour les déserteurs, des traités avec l'Afrique, avec la Chine, comme celui passé entre la France, l'Angleterre et l'Espagne, pour la répression de la traite des nègres. Et ces traités, d'ailleurs, ne font que ce qui les ont signés.

Il n'est donc pas plus légal de saisir un individu à bord d'un navire qu'il ne le serait de le saisir sur le territoire même du pays auquel appartient le vaisseau. MM. Slidell et Mason étaient aussi bien en Angleterre à bord du *Trent* que s'ils se fussent trouvés à Londres ou à Liverpool, et ils étaient protégés par la loi anglaise aussi complètement que l'habitant de Belhaven qui vit sur les bords de la Tamise. Voilà le principe.

Y a-t-il des modifications à ce principe à raison de l'état de guerre des deux grandes sections de la république des Etats Unis? Est ce ici le cas de faire application des principes généralement admis à propos des neutres en cas de guerre? Nous ne le pensons pas.

Le droit international, résultat d'une convention tacite qui régit toutes les nations civilisées, n'admis la légitimité du trafic des neutres avec l'une ou l'autre des parties belligérantes, et l'innocente pavillon couvre la marchandise—est généralement accepté. Il n'y a d'exception que pour le transport des articles de *contrebande de guerre* à destination de l'un ou de l'autre des contendants. Hors ce cas, il n'y a pas d'intervention légale de la part de l'une ou de l'autre partie.

MM. Slidell et Mason peuvent-ils être considérés comme des objets de contrebande? Peut on les assimiler à des munitions de guerre, à des armes, à des articles de construction navale; en un mot, à aucune des choses réputées *contrebande*? Qui oserait le soutenir?

"Cependant les uns disent oui, en s'appuyant d'autorités. Oui, disent les autres, en se fondant sur des traités.

Mais, d'abord, ces autorités que l'on invoque avec raison comme basse d'une théorie, ont elles une valeur en fait et en droit? Le droit international se compose d'une série de principes abstraits qui ne peuvent recevoir d'application que lorsque les faits qui les régissent sont parties et consacrés par des traités. Un journal cite l'opinion de M. d'Hautefeuille, mais cet auteur, un chapitre dont est tirée la citation donnée, ne s'occupe que des transports de dépêches de guerre, c'est à dire de troupes au service de l'une des parties belligérantes. Il ne parle sur aucune façon du transport d'un individu quelconque. Encore bien moins s'occupe-t-il, dans ce cas, d'individus qui ne se rendent pas dans le pays qui se trouve en état de guerre.

Nous ne connaissons pas de traité qui prévoit pas grand'chose, car la plupart de ceux que l'on pourrait invoquer ne sont que la conséquence de la violation flagrante de ces mêmes principes que l'on prétend combattre au droit international. Puis, est-ce aux Etats Unis à les invoquer!

L'Angleterre, pendant les guerres de l'empire, s'était arrogé le droit d'arrêter les navires américains et d'en enlever les matelots qu'elle reconnaît d'origine anglaise. Les Etats Unis ont fait la guerre à l'Angleterre pour réprimer ces abus, et ils ont eu raison.

L'Angleterre fait arrêter, après les troubles d'Irlande, le fils d'un McManus *dans un port anglais*, alors qu'il y était réfugié sur un navire américain. L'Angleterre a rendu McManus, et l'Angleterre a bien fait.

L'Autriche a compris, à Smyrne, du Hongrois Costa, réputé citoyen américain, alors qu'il était descendu à terre. Le lieutenant Ingraham en fait rendre le prisonnier, sous la menace de couler la frégate autrichienne qui l'avait reçu à son bord. Les Etats Unis ont été approuvés dans toute l'Europe.

L'Angleterre sera donc en droit, et en fait ce sera là sa conduite, de réclamer, non seulement la personne de MM. Slidell, Mason, Eustis et McFarland, mais encore elle exigera des réparations pour l'insulte faite à son pavillon. Si les Etats Unis refusent, et cela est possible, c'est un cas de guerre entre les deux nations.

Quelle sera donc été l'utilité de cet acte inconsidéré de la part d'un officier subalterne? Forcer les Etats Unis à une concession toujours douloureuse pour l'amour-propre d'un peuple, car, jusque dans les peuples de la terre, le point d'honneur l'emporte sur la justice, ou bien engager le pays dans les hasards d'une guerre que en situation présente ne lui permet pas de soutenir avec tous ses ressources?

Cette complication est d'autant plus malheureuse et plus inopportune, que l'Angleterre ne cherche qu'une occasion d'intervenir dans cette grande guerre civile, dans l'intérêt de son industrie et de sa tranquillité intérieure.

Nous pourrions longuement développer cette thèse. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Nous croyons aussi que l'acte du capitaine Wilkes fut et inopportun.

Ce qu'un gouvernement aurait dû reconnaître l'erreur de son agent et de ne pas maintenir une arrestation que nous croyons illégale.

Nouvelles diverses.

—Le *Columbus News* annonce que deux hommes ont été tués au fort Mâh par le feu de tes canonnières.

Le bateau à vapeur *Belle Creole*, allant de Cincinnati à Pittsburg, avec une forte cargaison, a sombré dans la nuit du 30 novembre à sept milles au dessus de Cincinnati le bateau *Frontenac*, venant de la Kanawha, avec une partie du 18e régiment de l'Ohio, colonel Lytle. La *Belle Créole* a coulé presque immédiatement, et le choc a jeté dans la rivière huit ou dix soldats qui se sont noyés. Le cargaison de la *Belle Créole* était évaluée à $30,000.

—Dans la bataille de Belmont, la porte drapeau de l'1e régiment de l'Arkansas aurait été tué par une balle, partie de régiment de [illegible] tirer le colonel John A. [illegible] ce dernier vous le dire. [illegible] dit: "Je ne veux pas que [illegible] dit" et il continua à la [illegible]. Ce jeune homme [illegible] colonel Logan.

[illegible] dans l'Arkansas sont [illegible]. Cent vingt sont [illegible] dans les comtés de Boone [illegible] 27 ont été enrolés à Little Rock. [illegible] complet en compte pas plus de dix à huit cents hommes.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE

(SERVICE DE L'ASSOCIATED PRESS.)

Nouvelles du Nord.

Washington, 6 décembre.—Le gouverneur Morton, de l'Indiana, a présenté hier matin à M. Lincoln les drapeaux pris aux rebelles à Romney, et des résolutions relatives aux affaires du pays. Les résolutions proposent que Fillmore, Pierce, Tyler, Everett, Dallas, Irving, Blaney, Seward, Johnson, Crittenden, Hugh Maxwell et W. Thomas soient nommés complaisamment de la part du Congrès pour conférer avec un membre égal de chaque section, à Cincinnati, *pour le présenter au Président et à la nation* de la Constitution, et faire un rapport à ce sujet au Congrès.

Le dernière résolution dit qu'inutilité après la session des trente quatre états de la région de la commission jointe, la hostilité actuelle devraient cesser et n'être reprises que dans le cas où les commissaires ne pourraient s'accorder.

Sumner, de Massachusetts, s'est opposé à la résolution. Hale, du New Hampshire, a été que les Etats Unis devrait être ajouté à la liste des commissaires.

Les résolutions ont été déposées momentanément sur le bureau.

Le président a adressé une résolution pour l'expulsion du Sénat de John C. Breckinridge; la résolution a été adoptée.

A la Chambre, Cox, de l'Ohio, a présenté une résolution pour répondre au président d'adopter des mesures pour l'échange des prisonniers pendant la guerre.

On donne que Powell, du Kentucky, et Bright, de l'Indiana, prennent leurs sièges dans le Sénat. On doute de leur loyauté et on ne veut pas qu'ils assistent aux séances secrètes dans lesquelles on discutera les mouvements et la force des armées.

La correspondant du *Post* sera expulsé du sénat.

Fred. Stanston restaure un siège au sénat, comme ministre du Kansas.

Plusieurs correspondants de Washington parlent d'une conférence entre Lincoln et Cameron. On dit que Lincoln a ordonné à Cameron de supprimer une partie de son rapport, dans laquelle il conseillait d'employer les esclaves dans les états frontières, etc. Cameron refuse en disant qu'un certain nombre de copies de son rapport avaient été envoyées aux éditeurs et qu'il ne voulait pas faire de changements si désastreux. Lincoln prit ou lui dit de faire les passages qui lui déplaisaient. Le cabinet est en convention et le congrès est très agité par suite de la conduite de Lincoln.

Greeley est irrité parce qu'on a refusé de transmettre ses dépêches spéciales sur cette affaire, tandis qu'on en a laissé passer d'autres.

La *Tribune*, du 4 courant, dit que le correspondant du *Standard* écrivant de Washington, affirmait avec assurance Seward faire la déclaration suivante:

La partie effective de la guerre, de notre côté, est finie, il pourra y avoir encore des escarmouches, mais rien de plus sérieux. Nous avons donc la perspective prochaine d'une paix prompte. Chaque bataille que l'on pourra honorablement éviter est un gain pour la cause de l'Union; le danger réel est passé. Il nous est désormais un danger qui nous menace du dehors, tout ira bien.

Baltimore, 7 décembre.—Le gouverneur Hicks, dans son message à la Législature du Maryland, recommande le paiement de la contribution de guerre fédérale. Il invite et l'équipement du contingent volontaire de l'Etat. Il recommande l'adoption d'une loi pour punir ceux qui ont pris les armes ou aidé les Confédérés.

Alexandrie, 3 déc.—Samedi dernier, 150 soldats malades sont arrivés au Mansion House de Darnestown. Les hôpitaux de Washington contiennent 5,000 malades ou blessés et ne peuvent en recevoir davantage.

Washington Star du 4, dit qu'on ignore si la capitale confédérée est encore à Richmond ou si elle a été transférée à Nashville.

Fortresse Monroe, 7 déc.—M. Pangford, consul de Saxe, est en route pour la Nouvelle Orléans via Norfolk.

Nouvelles de Richmond.

Richmond, 3 déc.—Des avis de New York de date récente portent que le *Northern Light* est arrivé d'Aspinwall avec $900,000 en mémoire. Le steamer *sumter* était à la Martinique le 9 novembre. Il avait capturé le navire fédéral *Iroquois* et était trois heures de marche du *Sumter*.

Le *Boisvain News* dit que le général W. Lopaze a ordonné l'exécution de 200 prisonniers qui étaient impliqués dans le dernier mouvement de Missouri contre le Parti de la Paix. Il a exécuté en cite l'ex présidents Cardeno, le général Hormoen, des prêtres et quatre colonels.

Des avis de St Thomas portent que le capitaine du steamer *Jeff. Davis* était à bord du steamer *Trent* quand Mason et Slidell ont été arrêtés.

La bataille sur le Potomac.

Richmond, 8 déc—Divers symptômes font de nouveau prévoir un prochain engagement sur le Potomac; peut être la bataille commencera-t-elle demain ou lundi. Il leur a été 60 hommes et n'en a perdu que quatre. Le combat a eu lieu sur la rivière Red Fork dans la soirée, pendant que la prairie était en feu. Le lendemain matin, on a trouvé les cadavres de ces hôtres ont pris 16 wagons de provisions et des bestiaux.

DESACCORD ENTRE PRICE ET MCCULLOCH

—Nous lisons dans le *Memphis Appeal*:

Le général Price marche hardiment vers le Nord du Missouri. Le général McCulloch est à Little Rock, et son armée prend ses quartiers d'hiver près de Fayetteville, dans l'Arkansas. Il paraît que les plus fortes troupes ne peuvent pas sourdre et en facilitant l'exécution qui est d'ailleurs plus aisée que les démonts ne manquent pas pour arriver : un bon résultat.

A part cela, le vrai secret d'une Finissitive de l'exécution à moins que les ne reçoive dans une zone dans des bêtes instendus.

Veuillez donc, messieurs, annoncer dans vos colonnes l'appel que la fait aux Français nos concitoyens qui marchent dans les rangs de l'armée du colonel Martin a été surpris dans une embuscade en se rendant à Beaufort, et le lieutenant Bazinet a été blessé au bras.

De Nashville.

Proclamation du Gouv. Johnson.

Nashville, 9 déc.—Le gouverneur Johnson, Gouverneur provisoire du Kentucky, a lancé une vigoureuse et éloquente proclamation au peuple du Kentucky, faisant un appel de vingt compagnies de volontaires pour repousser l'invasion. Le point sur le Wippercreik, sur l'embranchement du chemin de Memphis, a été réparé, et les trains ont repris leurs trajets ordinaires. Le correspondant de l'*Appeal and Union* à Bowling Green, dans sa lettre de ce jour, dit : "On rapporte que le général Marshall a adressé une proclamation au peuple du Kentucky, dans laquelle il dit qu'il faut que les milices en différents comtés viennent le joindre ou le combattre, car il ne les laissera pas derrière lui. Les médecins chargés ici des hôpitaux, rapportent que les malades vont rapidement en ligne et que l'effet combiné d'un bon hygiène et d'un temps plus favorable.

De Memphis.

Proclamation du général Price.

Memphis, 9 déc.—Une dépêche écrite de Rolla, Mo., sous la date du 1er, publiée dans le *Republican* de St Louis, dit que le général Price avec 15,000 hommes, montait à 20 mille hommes, qui sera demain le champ de ses futures opérations. Le pays tout entier entre Lexington et Independance est désarté par les hommes qui joignent le général Price. La proclamation du général Price est commentée très favorablement par les partisans de Lincoln à St-Louis, particulièrement par cette portion qui dit qu'il y a dans le Missouri pour deux cent mille hommes de volontaires. Le Nord qui se peuvent être enlevées. Cette chance met un regarde comme favorable au pillage. La proclamation invite les citoyens à se porter en masse de 6000 à 8000 hommes.

Le correspondant spécial à Washington du *Herald* dit qu'il a été présenté au Congrès une proposition autorisant les généraux fédéraux à confisquer toutes les propriétés des rebelles qui refusent de prêter serment d'allégeance à Lincoln.

Mise en nouveau de Columbus.

De Richmond.

Richmond, 9.—A la Cour des Etats Confédérés a été appelée aujourd'hui l'affaire de Mason et Slidell. Le général Randolph, ministre de la guerre, a été appelé comme témoin. Le major Randolph qui [illegible] "aides-camp" (officiers d'ordonnance) et de plus que le changement de gouvernement opéré dans le cabinet ne devait pas affecter sa position, le commissionnement étant heureux de ne pas prolonger la prospérité d'un fidèle officier. Le général Randolph a été remplacé par le colonel Logan.

Le général Randolph a été remplacé par le colonel Logan.

Le général Randolph a été remplacé par le colonel Logan.